LES PUBLICATIONS

[DÉCRYPTAGE]

LE CONFLIT CASAMANÇAIS : UNE PAIX DURABLE EST-ELLE ENVISAGEABLE ?

Par Hugo PATIN

LES JEUNES IHEDN

À PROPOS DE L'ARTICLE

Après avoir, dans une première partie, mis en lumière les origines du conflit casamançais au Sénégal, vieux de quatre décennies, nous verrons dans une seconde partie comment le Mouvement des Forces démocratiques de Casamance se finance pour durer, quel est le rôle des puissances étrangères dans le conflit, quels intérêts économiques peuvent être à l'origine d'une intensification du conflit en basse Casamance, et enfin, quelle est l'actualité du conflit en 2022.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Hugo PATIN est membre du comité Afrique des Jeunes IHEDN. Titulaire d'un Master 2 chargé d'études économiques et sociales de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, il est actuellement volontaire international.

Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.

Le conflit casamançais : une paix durable est-elle envisageable ?

Le rôle des pays étrangers dans le conflit

Dans le conflit casamançais, les pays frontaliers de la région ont joué un rôle stratégique particulièrement important. La **Guinée-Bissau**, au sud de la Casamance, a longtemps soutenu les rebelles de la région en fournissant armes et bases arrière. Ce soutien peut être expliqué par la solidarité diolas, cette ethnie étant également très présente en Guinée-Bissau. Il y a aussi eu une volonté sans doute pour la Guinée-Bissau de fragiliser le voisin sénégalais. Quoi qu'il en soit, aujourd'hui, Dakar entretient de bonnes relations avec ce pays limitrophe du Sénégal. La Guinée-Bissau n'offre plus la possibilité de repli sur son territoire aux rebelles du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) et ne fait plus obstacle au Sénégal dans son intervention militaire de maintien de la paix en Casamance.

La **Gambie** n'est pas en reste. L'ex-Président Yahya JAMMEH, de l'ethnie diola et soutien des rebelles casamançais, a été accusé de livrer des armes au MFDC. Le gouvernement gambien a alors nié toute connexion avec le MFDC, tentant ainsi de renforcer sa coopération avec Dakar. Cependant, le 21 octobre 2010, la police nigériane découvre une cargaison d'armes en provenance de l'Iran dans le port de Lagos[1]. L'Iran avait alors confirmé que treize conteneurs (lance-roquettes, grenades, obus de mortiers, munitions) étaient destinés au MFDC. Cet épisode a fortement ravivé la méfiance du Sénégal à l'égard de son voisin gambien. Le soutien de la Gambie au MFDC peut être dû, comme ce fut le cas pour la Guinée-Bissau, à la peur de se faire écraser par le poids politique et économique du Sénégal. Par ailleurs, sur le plan politique, la Gambie se caractérisait par un pouvoir autoritaire réprimant toute contestation. Le Sénégal, revendiquant une démocratie à toute épreuve, offrait alors un refuge de choix aux opposants gambiens. Malgré tout, suite à la rupture des relations diplomatiques entre la Gambie et l'Iran le

[1] KAPPES-GRANGE, Anne. « Trafic d'armes : la cargaison mystère ». JeuneAfrique [en ligne], 02 décembre 2010 [consulté en 2022]. Disponible sur : https://www.jeuneafrique.com/193680/politique/trafic-d-armes-la-cargaison-myst-re/.

23 novembre 2010[2] et à l'arrivée du nouveau Président gambien Adama BARROW (arrivée largement encadrée par l'armée sénégalaise), une coopération sénégambienne s'est mise en place afin de contenir les indépendantistes du MFDC. Cela s'est notamment traduit par la création de patrouilles conjointes à la frontière casamançaise.

Concernant l'**Iran**, à la suite d'un rapport du chef d'État-major sénégalais faisant état de l'utilisation d'armes sophistiquées iraniennes par le MFDC, Dakar a rompu le 23 février 2011, toute relation diplomatique avec Téhéran. D'autant plus que les affrontements s'étaient intensifiés entre le MFDC et l'armée sénégalaise qui a perdu au moins seize hommes entre fin décembre et début février 2011[3]. Dans un communiqué, le ministère sénégalais des Affaires étrangères rappelle le 23 février 2011 que « *Le Sénégal est indigné de constater que des balles iraniennes ont pu causer la mort de soldats sénégalais* »[4].

Enfin le rôle de la **Turquie** dans le conflit s'est récemment amplifié. Les récentes opérations militaires réalisées par l'armée sénégalaise à la frontière gambienne bénéficient d'une large coopération militaire avec la Turquie, et ce à trois niveaux. Dans les airs, Ankara a offert en décembre 2020 des drones d'observation utilisés notamment pour le guidage des frappes aériennes sénégalaises. Concernant l'armement, les fusils mitrailleurs MPT et les 4x4 blindés Ejder Yalçin et Ejder Toma (utilisés par les troupes sénégalaises contre le MFDC) proviennent de Turquie. Enfin, concernant la formation, la gendarmerie turque organise des sessions de formation contre-insurrectionnelle au profit des troupes sénégalaises. La Turquie partage ainsi avec le Sénégal son expérience de lutte contre les séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)[5].

[2] NO, N. « Trafic d'armes iraniennes en Afrique ». *Le Monde* [en ligne], 27 novembre 2010 [consulté en 2022]. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2010/11/27/trafic-d-armes-iraniennes-en-afrique_1445770_3218.html.

[3] Dépêche. « Dakar décide de rompre ses relations diplomatiques avec l'Iran ». *France24* [en ligne], 23 février 2011 [consulté en 2022]. Disponible sur : https://www.france24.com/fr/20110223-senegal-rupture-relations-diplomatiques-iran-rebelles-casamance-livraison-armes.

[4] PROVENZANO, Lauranne. « Trafic d'armes : Dakar rompt ses relations diplomatiques avec Téhéran ». *Jeune Afrique* [en ligne], 23 février 2011 [consulté en 2022]. Disponible sur : https://www.jeuneafrique.com/182269/politique/trafic-d-armes-dakar-rompt-ses-relations-diplomatiques-avec-t-h-ran/.

[5] « La Casamance, laboratoire de la coopération militaire avec Ankara ». *Africa intelligence* [en ligne], 24 mars 2022 [consulté en 2022]. Disponible sur : https://www.africaintelligence.fr/afrique-ouest/2022/03/24/la-casamance-laboratoire-de-la-cooperation-militaire-avec-ankara,109762621-art.

Financement

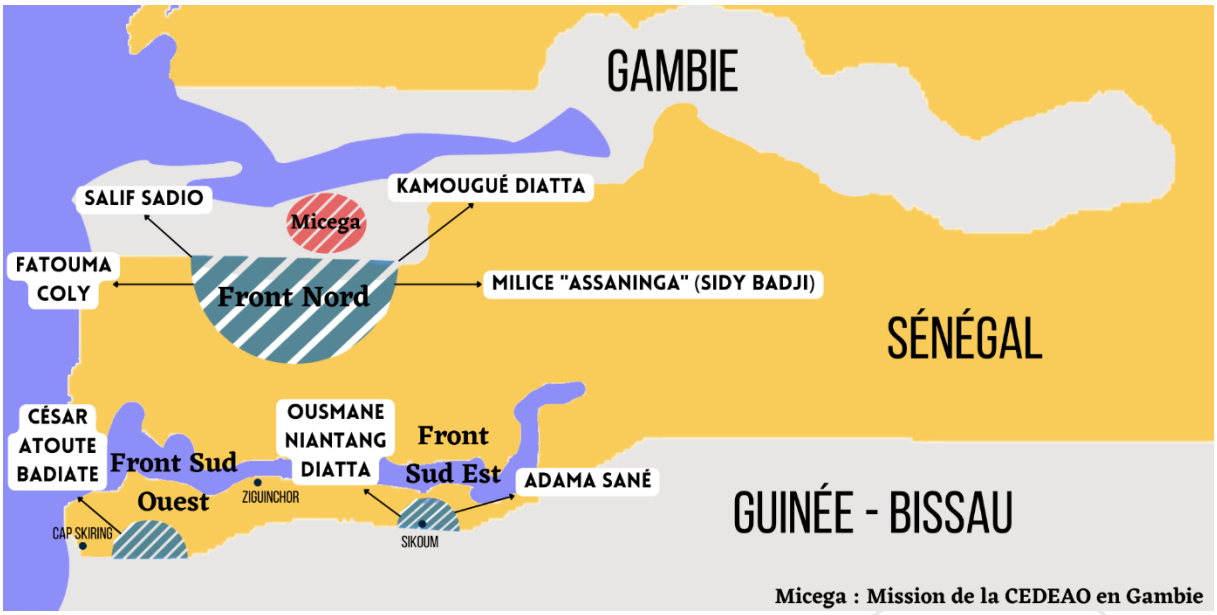
Comment le MFDC, après quatre décennies de conflit, pratiquant la guérilla, faisant face à une armée sénégalaise entrainée et mieux dotée, peut-il tenir le maquis dans la durée ? Le conflit durant, une véritable économie de guerre s'est formée. Les diverses factions rebelles de Casamance surexploitent les bois précieux (notamment le bois de vène et de rose). Les rebelles cultivent le chanvre indien et la noix de cajou et pratiquent le racket de la population locale. Ils sont très investis dans la culture du cannabis, se mêlant ainsi aux trafiquants locaux[6].

Ainsi, les rebelles indépendantistes du MFDC financent leurs équipements et parviennent à être relativement indépendants par rapport aux donateurs étrangers. Ces activités transfrontalières ne se limitent pas à la Casamance et incluent les pays voisins, la Gambie et la Guinée-Bissau. La contrebande prospère ainsi dans les zones frontalières. À noter que ces activités ne sont pas uniquement le fait du MFDC, mais aussi (et surtout) celui de trafiquants et de bandits. Lors des opérations de renseignement et d'identification, la distinction entre les deux n'est ainsi pas toujours évidente.

Le conflit aujourd'hui

Depuis 1982, le conflit armé ne trouve pas d'issues. Entre accalmies et intensifications, le Sénégal a fortement investi afin d'en finir avec la branche militaire du MFDC : achats d'avions en Corée du Sud et de véhicules blindés résistants aux mines, utilisations de drones d'observation, création de groupes commandos aguerris aux actions en forêt, coordination avec la Guinée-Bissau voisine. Le Sénégal met ainsi les bouchées doubles pour mettre un terme à un conflit qui dure. Quant à la branche armée du MFDC, elle n'a pas rendu les armes. Les partisans du MFDC, repliés sur leurs bases, le long des frontières de la Gambie et de la Guinée-Bissau, disposent toujours de suffisamment de ressources pour porter atteinte aux forces sénégalaises.

[6] SADATCHY, Priscilla. « Mouvement des forces démocratiques de Casamance ». *Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité* [en ligne], 23 novembre 2011 [consulté en 2022]. Disponible sur : https://www.yumpu.com/fr/document/read/51277856/mouvement-des-forces-dacmocratiques-de-casamance-mfdc-grip/7.



Carte réalisée par Hugo PATIN

C'est pourquoi le **26 janvier 2021**, l'armée sénégalaise a lancé une grande offensive contre les indépendantistes du MFDC, poursuivant ainsi l'objectif de pacification de la région[7]. Trois bases du MFDC ont ainsi été attaquées dans le secteur de Sikoum et de la forêt de Blaze. L'aviation (hélicoptères) et l'artillerie ont été mises à contribution. Les abris sommaires et les bunkers de tôle des indépendantistes ont été fouillés et les sous-bois abondamment bombardés. Les forces sénégalaises ont déclaré dans la presse, avoir fait usage de mortiers, de lance-roquettes et de fusils d'assauts[8].

[7] FALL, Khadim. « Casamance : En images, l'armée récupère les bases rebelles de Blase, Boussouloum, Sikoune et Badiong ». *Téranga News* [en ligne], 9 février 2021 [consulté en 2022]. Disponible sur : https://teranganews.sn/2021/02/casamance-en-images-larmee-recupere-les-bases-rebelles-de-blase-boussouloum-sikoune-et-badiong/.

[8] DEVEAUX, Jacques. « Le Sénégal mène une vaste opération militaire en Casamance pour y affirmer son autorité ». *France Info* [en ligne], 11 février 2021 [consulté en 2022]. Disponible sur : https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/le-senegal-mene-une-vaste-operation-militaire-en-casamance-pour-y-affirmer-son-autorite_4291467.html.

En réponse, les combattants du MFDC ont publié un communiqué le 28 janvier 2021 :

Casamançaises, Casamançais,
Peuple de Moussa et Alfa Molo Baldé,
Peuple de Fodé Kaba Doumbouya,
Peuple de Sihalébé, Aline Sitowé et de Victor Diatta,
Peuple d'Alindiso Bassène,
Peuple d'Augustin Diamacoune Senghor,

Mardi 26 janvier 2021 dès l'aube et mercredi 27 janvier 2021 dans la matinée, plusieurs obus ont été tirés par les ennemis envahisseurs de la Casamance vers les positions de forces ATIKA de la zone libérée du Pakao Sud sans causer de dégâts.

Le Sénégal a de nouveau déclenché la guerre armée en Casamance après avoir pillé nos terres, nos ressources et nos libertés dans sa guerre économique et politique qu'il mène contre notre vaillant peuple depuis 1960.

Les soldats du pays occupant sont jusqu'à ce jour incapables de pénétrer la dense forêt. Ils savent désormais ce qui les attend.

Les combattants unifiés ATIKA du Mouvement des Forces démocratiques de la Casamance, assurent aux populations de la Casamance, où qu'elles se trouvent, leur engagement et leur détermination, de protéger et de sécuriser, au prix de leur vie, chaque Casamançais et chaque lopin de terre dans toute la Casamance entière de l'océan Atlantique à la frontière avec le Mali. Il n'y aura pas de compromis avec ceux qui ont mis le feu et répandu le sang en Casamance.
A ce jour, il n'y a aucune confrontation armée et toutes les bases sont en état d'alerte maximum.

À nos mamans et à nos papas, à nos frères et à nos sœurs, à nos amis et à nos sympathisants, nous demandons le calme dans la prière.

Nous souhaitons rappeler que vos prières dans les bois sacrés, dans les mosquées, dans les églises ou individuellement, sont d'autant plus efficaces que nous n'avons subi jusqu'à ce jour aucune perte.

Comme son palmier la Casamance fleurira.

Invicta Felix !

Vive la Casamance libre et indépendante

Jeudi 28 janvier 2021

Image : Cellule de Communication du Maquis du Mouvement des Forces démocratiques de la Casamance.

En **mai 2021**, l'armée sénégalaise mène de nouvelles frappes aériennes accompagnées de bombardements à l'arme lourde contre le quartier général de César Atoute BADIATE à Kassole près de la frontière avec la Guinée-Bissau. Le samedi **15 janvier 2022**, dans le cadre d'une opération de lutte contre les trafics, les éléments de l'armée sénégalaise

déployés dans le Nord-Sindian découvrent un champ de chanvre indien s'étendant sur plusieurs hectares. Dans cette zone, l'armée a ainsi détruit six champs de cannabis[9].

Le **24 janvier 2022**, des affrontements ont lieu en Gambie à la frontière sénégalaise, entre des combattants du MFDC et les forces de la Mission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en Gambie (Micega). Lors de ces affrontements, quatre soldats sénégalais décèdent et sept autres sont pris en otage[10]. Salif SADIO, secrétaire général autoproclamé du MFDC, a exprimé son souhait de libérer les otages, si bien que le 14 février, les sept otages seront remis en liberté[11]. Le représentant nigérian de la CEDEAO, Claude KONDOR, a d'ailleurs remercié le MFDC pour son geste : « *Nous avons vu des guerres dans d'autres pays, mais des gestes comme ça, c'est du jamais vu. Au nom de la CEDEAO, je veux vous remercier pour ce geste qui est en accord avec les lois humanitaires internationales.* »[12] À noter qu'à l'instar de la Gambie, la CEDEAO a récemment envoyé une force militaire pour stabiliser la Guinée-Bissau, pays instable depuis la tentative de coup d'État le 1er février 2022 qui a fait onze morts. Malgré ces récents accrochages, la Micega intervient à l'heure où le MFDC est plus divisé que jamais. Les opérations militaires conjointes de l'armée sénégalaise et de la Micega peuvent alors être décisives.

Dans la nuit du **13 au 14 mars 2022**, les autorités sénégalaises ont lancé une opération militaire en vue de démanteler les bases du MFDC[13]. Le 22 mars, la Direction des relations publiques des armées annonce avoir détruit plusieurs bases rebelles et déclare une perte dans ses rangs. Les forces sénégalaises ont ainsi totalement détruit ou occupé les bases d'Atika sur le Front Nord parmi lesquelles les bases de Bakingaye, Djilanfale, Guikess,

[9] DIENG, Ibrahima. « Casamance : l'armée sénégalaise fait une incroyable découverte ». *Sene News* [en ligne], 16 janvier 2022 [consulté en février 2022]. Disponible sur : https://www.senenews.com/actualites/casamance-larmee-senegalaise-fait-une-incroyable-decouverte_382869.html.

[10] SOULEYMANE, Barry. « Conflit en Casamance : « Que cela ne se répète plus », les nouvelles mises en garde de Salif Sadio ». *Sene News* [en ligne], 04 février 2022 [consulté en février 2022]. Disponible sur : https://www.senenews.com/actualites/que-cela-ne-se-repete-plus-les-nouvelles-mises-en-garde-de-salif-sadio_385127.html.

[11] « Gambie : libération des sept militaires sénégalais otages du MFDC en Casamance ». *RFI* [en ligne], 14 février 2022 [consulté en février 2022]. Disponible sur : https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220214-gambie-lib%C3%A9ration-des-sept-militaires-s%C3%A9n%C3%A9galais-otages-du-mfdc-en-casamance.

[12] Ibid

[13] EBOULÉ, Christian. « En Casamance, les autorités sénégalaises optent pour une stratégie militaire ». *TV5 Monde* [en ligne], 21 mars 2022 [consulté en mars 2022]. Disponible sur : https://information.tv5monde.com/afrique/en-casamance-les-autorites-senegalaises-optent-pour-une-strategie-militaire-449533.

Katama, Katinoro, Karounor, Tampindo/Kanfounda et Younor[14]. Tandis que le Front Sud est relativement stabilisé, ces opérations de mars 2022 pourraient aboutir à une sécurisation du Front Nord.

Depuis le **7 avril 2022**, l'armée sénégalaise mène des raids dans la région de Djibidione afin de déloger l'un des lieutenants de César Atoute BADIATE. Cependant, ces opérations risquent d'éparpiller les troupes d'Atika et ainsi, de dégrader le climat sécuritaire dans le sud-ouest de Casamance. À noter que César Atoute BADIATE fait l'objet d'un mandat d'arrêt émis par les autorités judiciaires sénégalaises pour le massacre de quatorze personnes en 2018, dans la région de Ziguinchor[15]. Ces récentes opérations ont mis en lumière la fragmentation du MFDC qui n'est plus en mesure d'opposer une force organisée face à l'armée sénégalaise et face aux forces de la Micega.

À tel point que le **4 août 2022**, le Sénégal a signé à Bissau, un accord de paix avec le MFDC sous l'égide du Président de la Guinée-Bissau, Umaro Sissoco EMBALÓ (également président de la CEDEAO). Pour le Sénégal, c'est un émissaire du président sénégalais, l'amiral Farba SARR, qui a paraphé le document. Côté indépendantiste, César Atoute BADIATE, commandant du Front Sud, et Lansana FABOURÉ du comité provisoire des ailes politiques et combattantes du MFDC, ont tous deux ratifié l'accord, s'engageant alors à déposer les armes et à œuvrer pour le retour définitif de la paix en Casamance. Il s'agit désormais, en application de cet accord, d'identifier et de recenser les combattants et les chefs du mouvement indépendantiste. Sous la supervision de la Guinée-Bissau, ce processus débutera à partir du 1er octobre 2022[16]. Ce nouvel accord est en adéquation avec les objectifs de second mandat du Président Macky SALL, qui communique sur l'événement : « *Je salue l'accord de paix et de dépôt des armes signé ce 4 août à Bissau entre*

[14] « Sénégal : l'armée veut en finir avec le MFDC ». *OuestAfNews* [en ligne], 24 mars 2022 [consulté en mars 2022]. Disponible sur : https://www.ouestaf.com/senegal-larmee-veut-en-finir-avec-le-mfdc/.

[15] « Le démantèlement des bases du MFDC et la hausse des prix en vedette ». *Agence de Presse Sénégalaise (APS)* [en ligne], 8 avril 2022 [consulté le 8 avril 2022]. Disponible sur : http://www.aps.sn/spip.php?article2597.

[16] « Quelle est la portée de l'accord de paix signé à Bissau entre Dakar et le Front Sud du MFDC ? ». *RFI* [en ligne], 5 août 2022 [consulté le 2 septembre 2022]. Disponible sur : https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220805-quelle-est-la-port%C3%A9e-de-l-accord-de-paix-sign%C3%A9-%C3%A0-bissau-entre-dakar-et-le-front-sud-du-mfdc.

le Sénégal et le comité provisoire des ailes politiques et combattantes du MFDC. Je reste engagé pour la consolidation de la paix durable en Casamance. »[17]

Malgré tout, cet accord est à relativiser. Et cela pour deux raisons. D'abord, parce que l'accord ne concerne que le Front Sud du conflit (représenté par César Atoute BADIATE), le Front Nord, considéré comme le plus radical du mouvement et dirigé par Salif SADIO, ne s'étant pas manifesté. Ensuite, car en quarante ans de conflit, nombre de cessez-le-feu et d'accords ont été signés, sans jamais aboutir à une paix durable (à l'image des cessez-le-feu de 1991, de 1992 et de 2004 ainsi que des accords de paix de 1999 et de 2001).

Par ailleurs, l'opportunité qu'offre l'actuelle fragilité des branches armées du MFDC et ce nouvel accord de paix afin de stabiliser la région, pourraient permettre au Sénégal de mettre la main sur les nombreuses ressources présentes en basse Casamance. L'intérêt économique pourrait en effet expliquer la démonstration de force du Sénégal dans la région et sa volonté d'établir rapidement une paix durable.

L'enjeu stratégique de l'exploitation du zircon

L'exploitation du zircon casamançais (minerai utilisé dans la joaillerie et dans l'industrie nucléaire) est source de nombreuses convoitises et pourrait être l'élément déclencheur d'une intensification des combats en Casamance. En effet, Mamadou Nkrumah SANE, un des cadres du MFDC et partisan d'une exploitation casamançaise de la mine de zircon de Niafrang, près de la frontière gambienne, s'était déjà offusqué des ambitions sénégalaises d'exploitation de la mine. Selon lui, l'exploitation des richesses et des terres locales par des « étrangers » est inacceptable et une exploitation sénégalaise de la mine de zircon serait dit-il « *une déclaration de guerre* ». Il ajoute : « *les armes parleront* »[18]. Il faut dire que les retombées économiques de l'exploitation de la mine sont estimées à près de

[17] « Sénégal : un accord de paix conclu avec les rebelles de Casamance ». *TV5Monde* [en ligne], 5 août 2022 [consulté le 3 septembre 2022]. Disponible sur : https://information.tv5monde.com/afrique/senegal-un-accord-de-paix-conclu-avec-les-rebelles-de-casamance-466893.

[18] BADAIRE, François. « Casamance : la paix menacée par une mine de zircon ». *Franceinfo Afrique* [en ligne], 28 septembre 2017 [mis à jour le 03 mai 2021] [consulté en février 2022]. Disponible sur : https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/casamance-la-paix-menacee-par-une-mine-de-zircon_3059177.html.

92 millions de dollars américains[19]. Déjà en 2004, la mine de zircon casamançaise était cédée par Abdoulaye WADE, alors président en place, à Carnegie Mineral, une entreprise australienne.

Néanmoins, dans cette lutte pour l'exploitation du zircon, le fait est que la mine est à portée de tir de plusieurs groupes armés du MFDC. On en dénombre quatre : le groupe de Paul ALOUKASSINE, celui de Fatoma BADJI, celui de Salif SADIO et celui de « Prince ».

Depuis la France, Mamadou Nkrumah SANE travaille à l'unification de ces groupes dans le but de renforcer la capacité d'action d'un MFDC morcelé. Pour Mamadou Nkrumah SANE, la question de l'exploitation du zircon peut servir l'union. Cependant, la société sino-australienne Astron, à qui appartient désormais la mine, a bel et bien l'intention de l'exploiter et elle avait annoncé sur son site internet le démarrage des travaux pour fin 2017.

Ces conflits d'intérêts entre le MFDC, l'État sénégalais, la société australienne Astron et les écologistes (qui s'inquiètent du pouvoir destructeur de l'exploitation du zircon sur l'environnement), pourraient raviver les tensions dans la région et aboutir à une intensification des combats entre le MFDC et les forces armées sénégalaises. Dès lors, les récentes opérations de l'armée sénégalaise dans la région peuvent trouver une justification plus économique que politique, dans le but de protéger l'exploitation de la mine de zircon de Niafrang pérennisant ainsi les contrats d'exploitation du minerai établis entre le Sénégal et la société australienne Astron. Mais pour Nkrumah SANE, « *L'armée ne pourra pas protéger les installations dans la durée* »[20].

Ainsi, ce nouvel accord de paix (partiel), les nouvelles offensives de l'armée sénégalaise en Casamance, la capacité d'action armée du MFDC (à l'image de l'accrochage du

[19] DIOUF, Mouhamed. « Le conflit en Casamance : les enjeux actualisés d'une guerre interne ». *Académie de Recherche Stratégique Africaine (ACRESA)* [en ligne], 1er juillet 2017 [consulté en mars 2022]. Disponible sur : https://acresa.org/le-conflit-en-casamance-les-enjeux-actualises-dune-guerre-interne#:~:text=Le%20conflit%20en%20Casamance%20%3A%20les%20enjeux%20actualis%C3%A9s%20d'une%20guerre%20interne,-%C3%89crit%20par%20Mouhamed&text=L'axe%20m%C3%A9ridional%20du%20S%C3%A9n%C3%A9gal,forces%20d%C3%A9mocratiques%20casaman%C3%A7aises%20(MFDC).

[20] BADAIRE, François. « Casamance : la paix menacée par une mine de zircon ». *Franceinfo Afrique* [en ligne], 28 septembre 2017 [mis à jour le 03 mai 2021] [consulté en février 2022]. Disponible sur : https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/casamance-la-paix-menacee-par-une-mine-de-zircon_3059177.html.

24 janvier 2022) et la Mission de pacification de la CEDEAO en Gambie et en Guinée-Bissau, marquent l'actualité du conflit, qui ne semble pas encore arrivé à son terme. Après 40 ans de lutte, l'état sénégalais semble avoir opté pour l'action militaire. L'accord de paix du 4 août 2022 est source d'espoir dans la résolution d'un conflit qui ne finit pas. À ce jour, le conflit a fait plusieurs milliers de morts et a déplacé entre 30 000 et 60 000 personnes, auquel viennent s'ajouter les réfugiés gambiens et bissau-guinéens, dont le nombre est estimé à 10 000 personnes[21].

[21] « Sénégal : l'armée veut en finir avec le MFDC ». *OuestAfNews* [en ligne], 24 mars 2022 [consulté en mars 2022]. Disponible sur : https://www.ouestaf.com/senegal-larmee-veut-en-finir-avec-le-mfdc/.

publication@jeunes-ihedn.org